



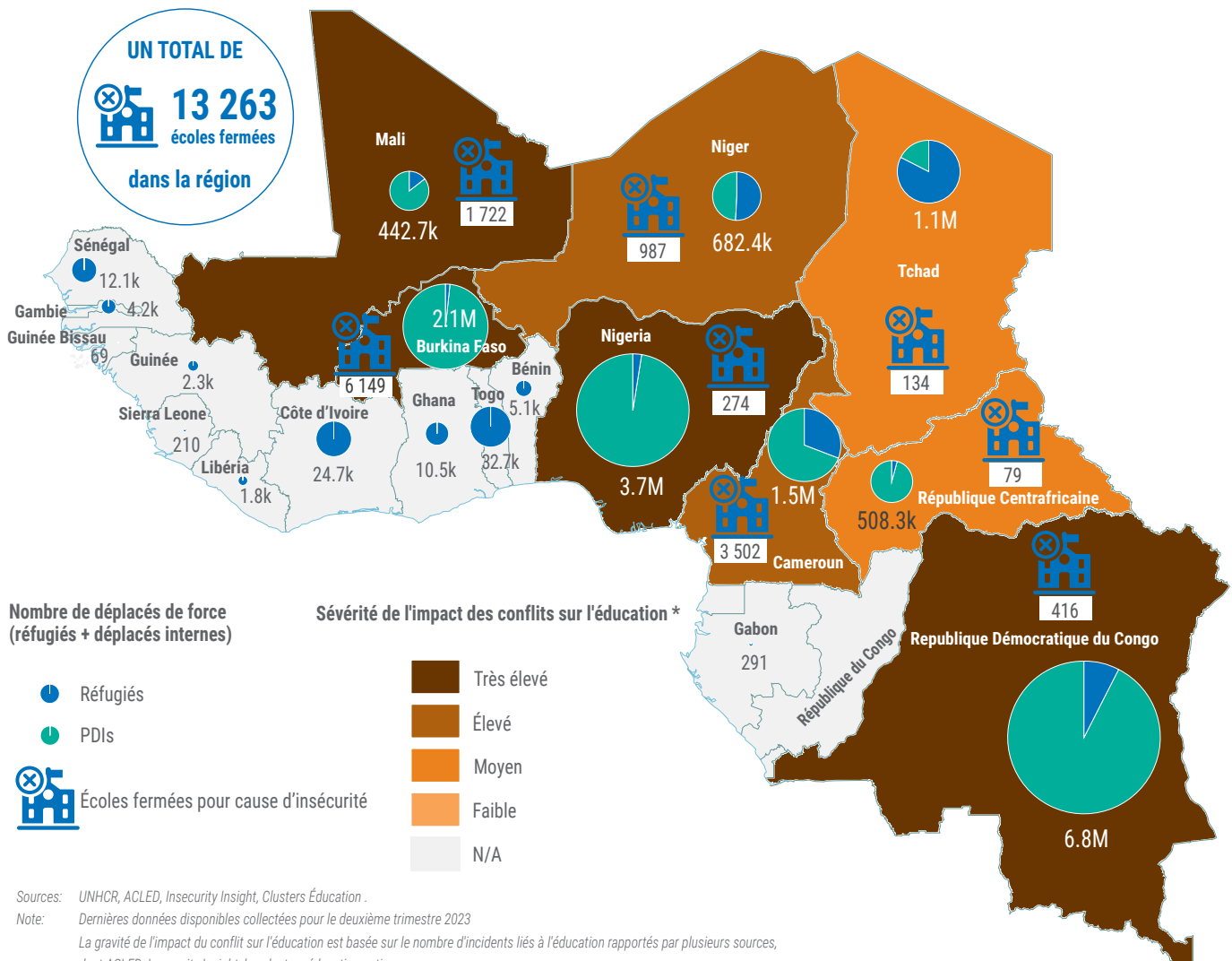
**ATTAQUES SUR L'ÉDUCATION EN
AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE
MISE À JOUR 2023**

Analyse sommaire

Le nombre d'écoles fermées en Afrique de l'Ouest et du Centre en raison d'attaques de groupes armés non étatiques (GANE), d'occupation par des forces armées, d'un climat général d'insécurité, de menaces directes sur la vie des élèves et du personnel scolaire, et de la peur pure et simple à laquelle sont confrontés les enfants, les familles, les enseignants et les communautés, a augmenté sur la période de l'année dernière, pour atteindre plus de 13 250, avec un impact estimé à 2. 5 millions d'enfants sur le plan de l'apprentissage, du bien-être et de la protection. Bien que cela représente une modeste augmentation annuelle de 7 %, cette moyenne cache des évolutions très contrastées.

Le cas du Burkina Faso est le plus remarquable. Le nombre d'écoles fermées pour cause d'insécurité a augmenté de près de 33 % pour atteindre le nombre de 6 150 ; aujourd'hui, une école sur quatre est fermée dans le pays. La RDC a également connu une forte augmentation, dans la même proportion mais à une moindre échelle, pour atteindre le nombre de 410, suite à la détérioration du conflit dans les régions orientales du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. Au Tchad, le nombre d'écoles fermées a été multiplié par plus de dix, pour en atteindre 134. Heureusement, ces tendances sont contrastées par celles du Nigeria et de la République centrafricaine, où plus de 70 % et 90 % des écoles fermées en septembre 2022 ont depuis lors rouvert leurs portes aux élèves

Fermetures d'écoles, déplacements forcés et gravité de l'impact des conflits sur l'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre, 2023



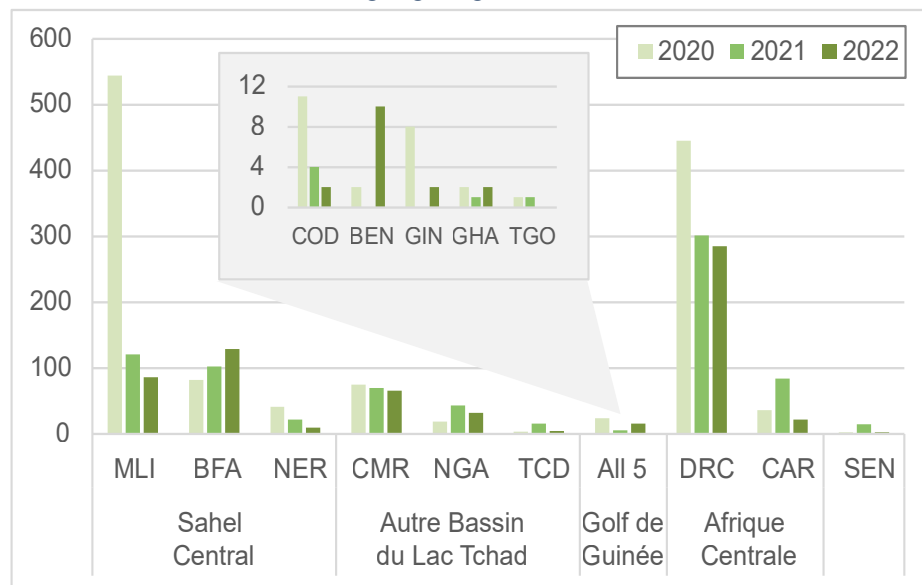


©NRC/Jacques Bourda

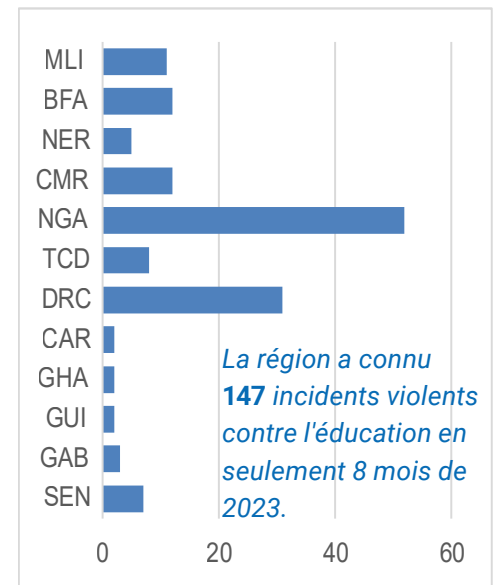
"Uniquement dans la ville de Pama, nous avons plus de mille élèves, mais il n'y a que six enseignants permanents et six volontaires. Nous manquons de matériel, de livres de lecture, de tables et de bancs, et de beaucoup d'autres choses. Compte tenu du grand nombre d'élèves, nos latrines sont en mauvais état. Il n'y a plus de portes, ce qui gêne les jeunes filles lorsqu'elles ont leurs règles. Pour l'instant, le besoin le plus urgent est la cantine scolaire. Nous avons plus de mille élèves. Nous ne sommes donc pas sûrs que les enfants puissent avoir un repas par jour. Souvent, nous devons arrêter les cours parce qu'il y a eu des fusillades ici et là. Lorsque nous entendons des coups de feu, nous demandons aux enfants de se mettre à terre pour ne pas être touchés par des balles ou d'autres objets. Nous demandons également aux enfants de ne pas bouger et de ne pas se mettre à courir n'importe comment. C'est très déroutant, parce que si vous dites aux enfants de se mettre d'abord à l'abri, pendant au moins peut-être une heure ou deux, alors que nous menons une activité, cela signifie que l'activité est bloquée, paralysée, et peut même durer toute la journée. On ne peut pas se ressaisir facilement".

Kampaari, instituteur à Pama, zone de blocus, où seules deux des huit écoles primaires de la ville sont restées ouvertes (Burkina Faso)

Attaques sur l'éducation par pays, 2020-2022



Incidents contre l'éducation, Jan-Août 2023



La région a connu 147 incidents violents contre l'éducation en seulement 8 mois de 2023.

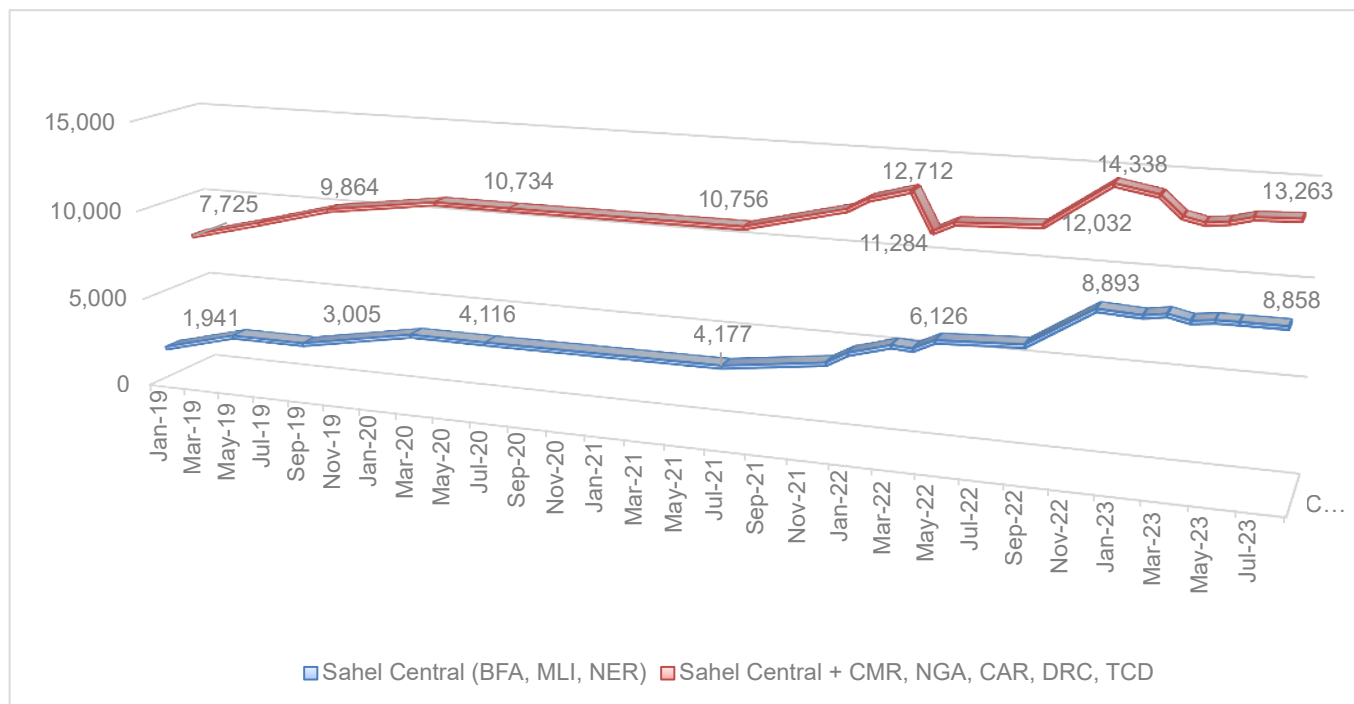
Source: GCPEA, 2020-2022

Note: Le GCPEA définit les attaques contre l'éducation comme toute menace ou tout usage intentionnel de la force, pour des raisons politiques, militaires, idéologiques, sectaires, ethniques ou religieuses. Les données incluent les attaques contre les écoles, les étudiants, le personnel et l'enseignement supérieur, ainsi que le recrutement d'enfants, les violences sexuelles, l'utilisation militaire des écoles et les attaques ciblées contre les filles et les femmes.

Source: Données sur les lieux et les événements des conflits armés (ACLEd)

Note: ACLED recense tous les types de violence politique et d'événements de protestation signalés. Les données présentées ici couvrent les batailles, la violence contre les civils et les explosions/la violence à distance qui font référence à "l'école", "l'enseignant", "l'élève", "l'étudiant", etc.

Tendance du nombre d'écoles fermées pour cause d'insécurité, 2019-2023



Source: Clusters Éducation Nationaux

"Un soir, des hommes armés sont entrés dans le village. Au début, les gens ont cru qu'il s'agissait de l'armée. Mais quelques minutes plus tard, les gens ont commencé à fuir. Nous avons fui avec ma mère et mes petits frères. Nous n'avons pas eu le temps de faire nos bagages. Pendant ce temps, papa est allé acheter des piles pour sa radio. Il n'est pas rentré à la maison. Nous pensons qu'il a été enlevé et tué. Son corps n'a pas été retrouvé. Beaucoup de choses ont changé dans ma vie. Je ne sais pas dans quel état se trouve mon école. Elle doit être abandonnée depuis le temps. Elle était construite en torchis. J'imagine qu'elle est détruite aujourd'hui. J'avais des amis à l'école avec lesquels nous jouions au "feu", notre jeu préféré. Je chantais dans la chorale des enfants de notre école. Notre professeur était très bon, il nous apprenait des chansons. Tout cela me manque beaucoup. Je n'ai pas de nouvelles de mes amis. Je ne sais pas s'ils sont encore en vie. Et s'ils le sont, je ne pense pas qu'ils sachent encore lire ou écrire. Parce que l'école n'a pas rouvert à Otomabere. Cela fait deux ans maintenant."

Esther, 13 ans, déplacée d'Otomabere, province de l'Ituri, au camp de déplacés de Luvangira, Oicha, Nord-Kivu (RDC).

Recommandations

Conformément à la résolution 2601 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la protection des écoles dans les conflits armés¹, nous appelons les gouvernements, toutes les parties au conflit et la communauté internationale à :

1- Adopter des approches holistiques, intégrées et multisectorielles pour la mise en œuvre des protocoles et des cadres pour des écoles sûres:

- Les gouvernements devraient veiller à ce que des organes de décision et des mécanismes de coordination inclusifs et transparents soient mis en place et fonctionnent pour rendre opérationnelle et mettre en œuvre la Déclaration pour des écoles sûres (SSD)².

- Les gouvernements et la communauté internationale devraient veiller à renforcer la coopération et la coordination entre les acteurs de la protection et de l'éducation pour le développement de stratégies opérationnelles pour la prévention et l'atténuation de l'impact des attaques sur l'éducation.

- Les gouvernements devraient adopter une vision holistique pour renforcer la résilience des écoles face aux conflits, aux catastrophes et au changement climatique, en cherchant à optimiser la convergence et les synergies institutionnelles, techniques et de mise en œuvre de la SSD avec d'autres cadres pertinents, tels que le *Cadre global de sécurité des écoles* (CSSF)³, *L'initiative Apprendre en toute*

¹ Conseil de sécurité des Nations Unies (2021). [Résolution 2601 sur la protection des écoles des conflits armés](#).

² GCPEA (2015). [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#) (SSD).

³ GADRRRES (2022). [Cadre global de sécurité scolaire 2022-2030](#).

sécurité⁴, et les *Normes minimales du Réseau inter-agence pour l'éducation dans les situations d'urgence* (INEE)⁵, le cas échéant.

- Les gouvernements et les partenaires doivent multiplier les actions en faveur de la prise de conscience, de l'information, de la connaissance, de l'apprentissage et de la compréhension des cadres pour des écoles sûres et de leurs stratégies de mise en œuvre par les principaux acteurs de l'éducation aux niveaux national, régional et local.

2- Négocier immédiatement la non-occupation des écoles par les parties au conflit et la réouverture des écoles fermées

- Les gouvernements devraient prendre des mesures concrètes - par exemple, par le biais de la législation, d'ordres permanents et de la formation - pour mettre fin à l'utilisation militaire des écoles et, au minimum, mettre en œuvre *les lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire pendant les conflits armés*⁶.
- La communauté internationale devrait veiller à ce que les mécanismes de coordination militaire civile documentent l'utilisation militaire des écoles et identifient rapidement des mesures concrètes pour y mettre fin.
- Les gouvernements et la communauté internationale devraient utiliser la SSD pour inciter les dirigeants des groupes armés non étatiques à respecter le droit humanitaire international en émettant des ordres de commandement, en adoptant des politiques internes, en créant un code de conduite ou en signant et en mettant en œuvre la *Déclaration d'engagement de l'Appel de Genève pour la protection des enfants contre les effets des conflits armés*⁷. Ces initiatives devraient comprendre, au minimum, des engagements pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants de moins de 18 ans, et à prévenir les violences sexuelles et sexistes commises par les combattants (notamment en mettant fin à tous les mariages forcés et mariages précoces.)
- Les gouvernements et les partenaires doivent immédiatement négocier la réouverture des écoles fermées par le biais d'approches de médiation et de négociation basées dans la communauté.

3- Élaborer et mettre en œuvre des plans d'intervention fondés sur des données quantitatives et qualitatives, en accordant la priorité aux personnes les plus exposées

- Les gouvernements, les organisations internationales humanitaires et de développement et la société civile devraient mettre en œuvre *la boîte à outils pour la collecte et l'analyse de données sur les attaques contre l'éducation de la*

4 Global Partnership and Fund to End Violence Against Children (2016). [Safe to Learn initiative](#).

5 INEE (2010). [Minimum Standards for Education: Preparedness, Response, Recovery](#).

6 GCPEA (2014). [Lignes directrices pour protéger les écoles et les universités contre toute utilisation militaire pendant un conflit armé](#)

7 Geneva Call (2013). [Les actes d'engagement pour la protection des enfants des effets du conflit armé](#).

*Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques*⁸ afin d'identifier les lacunes en matière de suivi et de communication des informations.

- Sur la base des lacunes identifiées, les gouvernements devraient mettre en place des mécanismes pour renforcer le suivi et le signalement des attaques contre l'éducation (y compris les incidents de violence sexuelle et les menaces spécifiques à l'encontre des étudiantes et des enseignantes) avec:
 - Des données ventilées par type d'attaque contre l'éducation, sexe, âge, lieu, personne ou groupe responsable ; nombre de jours de fermeture de l'école (à la suite d'une attaque directe ou de menaces contre les enseignants et les élèves) ;
 - Type d'école pour améliorer les efforts de prévention et de réponse aux attaques contre l'éducation.
- Les gouvernements et la communauté internationale devraient mettre en place des systèmes d'alerte précoce et des plans d'intervention d'urgence (en consultation avec les communautés scolaires), renforcer les capacités des autorités nationales et locales, et mettre en place des programmes d'éducation et de formation pour les enseignants et former les enfants et le personnel éducatif à l'autoprotection, notamment par le biais de *l'approche commune pour des écoles sûres*⁹.
- Les gouvernements et la communauté internationale devraient accorder une priorité accrue aux enfants vivant dans des zones difficiles d'accès, ainsi qu'aux autres enfants marginalisés, y compris les enfants déplacés à l'intérieur du pays et les réfugiés.
- Les pays côtiers (Bénin, Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire et Togo) devraient renforcer d'urgence tous les plans de prévention et de réponse pour protéger les écoles et la continuité de l'enseignement en cas de détérioration rapide de la situation sécuritaire.

4- Renforcer les solutions d'apprentissage alternatives, innovantes, accélérées et flexibles pour la continuité de l'éducation.

- Les gouvernements et les partenaires doivent mettre en place ou développer des initiatives qui favorisent la poursuite de l'apprentissage pour les enfants qui ont dû abandonner l'école ou pour ceux qui ont subi de longues interruptions de leur apprentissage, d'une part, et pour les autres enfants, d'autre part. Pour ce faire, les ministères doivent faire preuve de souplesse dans leurs approches et les partenaires doivent être innovants et expérimenter diverses options d'éducation alternative, y compris l'apprentissage à distance.
- Les acteurs de l'éducation doivent travailler avec les structures d'éducation coranique, sachant qu'elles sont souvent les seules à rester ouvertes dans le contexte actuel où l'éducation est attaquée, promouvoir l'inclusion de l'alphabétisation et du calcul de base, et soutenir les parcours de formation continue pour leurs apprenants.

8 GCPEA (2021). [Boîte à outils pour collecter et analyser les données sur les attaques sur l'éducation](#)

9 Transforming Education Summit (2022). [Safe Schools Common Approach](#).

5- Développer et améliorer le soutien psychosocial aux enfants, à leurs enseignants et aux personnes qui s'occupent d'eux

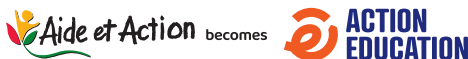
- Les gouvernements et les partenaires devraient apporter un soutien accru à l'apprentissage psychosocial et socio-émotionnel, en groupe et individuellement, aux enfants stressés et traumatisés et à leurs enseignants, en reconnaissant que les premiers ne peuvent pas apprendre et que les seconds ne peuvent pas enseigner.
- Cela devrait impliquer le développement préalable de possibilités d'apprentissage connexes par :
 - i) la création de cours de formation pour les principales parties prenantes dans les domaines de la protection, du soutien psychosocial et de l'apprentissage socio-émotionnel (PSS SEL), qui pourraient s'appuyer sur la boîte à outils du Réseau inter-agences pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE) ;
 - ii) des campagnes de sensibilisation publiques et ciblées sur l'importance de cette question ; ainsi que iii) l'allocation ou la mobilisation de fonds à cette fin.

6- Augmenter les financements prévisibles, flexibles et à long terme pour l'éducation dans les situations d'urgence

- Les ministères de l'éducation devraient plaider auprès des ministères des finances et du budget pour une augmentation des allocations budgétaires permettant des décaissements flexibles.
- Les bailleurs de fonds devraient promouvoir les synergies et les complémentarités en matière de financement afin d'en assurer une utilisation optimale, et financer des mesures spécifiques pour prévenir, atténuer et répondre aux attaques contre l'éducation dans le cadre du lien entre le développement et l'aide humanitaire.

Ensemble pour une sécurité globale de l'éducation, pour l'apprentissage, la protection et le bien-être de nos enfants.

Together for the overall safety of education, for the learning, protection and wellbeing of our children.



Attaques sur l'Éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre, Mise à jour 2023

Pour plus d'informations, contact: brooke@unicef.org,

leandrosalazar@nrc.no (co-leads) or ssakande@unicef.org (IKM).